

# La Région met les bouchées doubles sur la formation

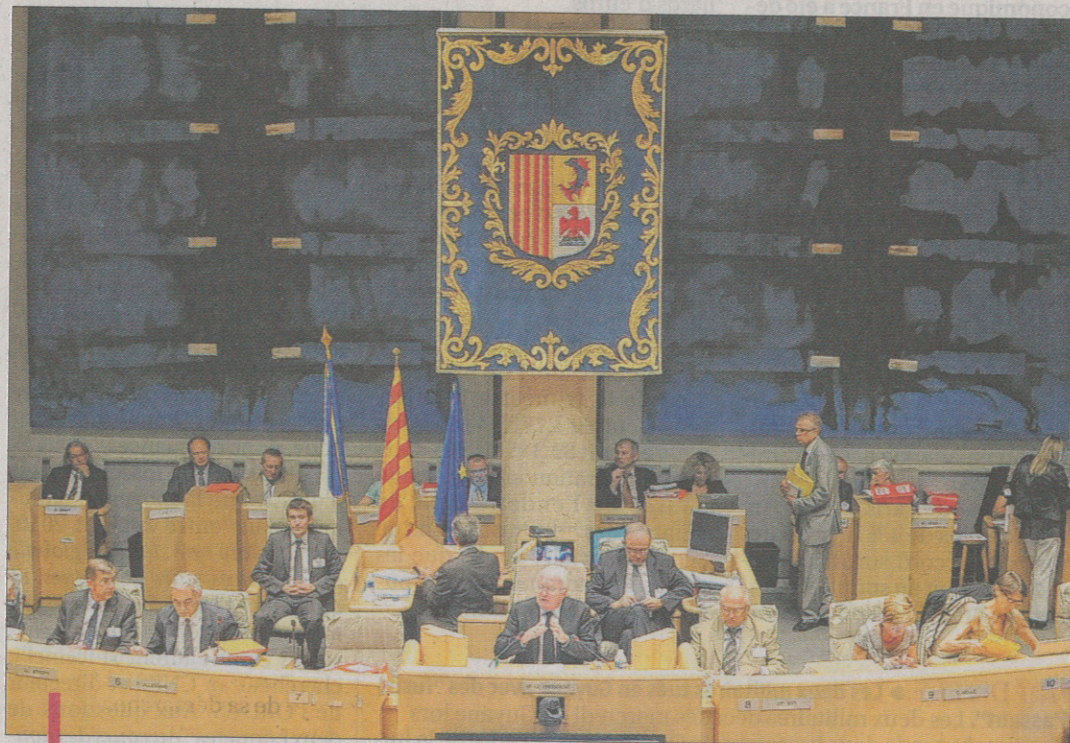
Après des débuts houleux, l'assemblée plénière s'est attachée à ce dossier

Une assemblée plénière du Conseil régional, c'est des affrontements politiques (voir ci-dessous) mais aussi des débats techniques sur des données essentielles pour la population. C'était le cas hier avec une session où, par exemple, nombre de dossiers portant sur la formation ont été adoptés. Ainsi, Pascale Gérard, en charge de ce domaine pour la majorité de gauche a rappelé que la Région engage 96,5 millions d'euros pour la formation permanente et le droit à la qualification professionnelle pour l'exercice 2012-2013.

Dans une atmosphère plutôt consensuelle, elle a détaillé des dispositifs qui vont du "chèque individuel Validation des acquis de l'expérience", pour les salariés peu diplômés qui veulent faire "bonifier" leur parcours professionnel par un diplôme à toutes les structures et aides mises en place dans le domaine des formations sanitaires et sociales. "Nous avons multiplié les places gratuites dans les formations d'aide-soignante, a-t-elle expliqué. Et nous créons deux instituts de formation en ergothérapie pour septembre 2012."

Répondant à une question de l'UMP Daniel Sperling sur l'"oubli" de formations gratuites pour les kinés, elle a répondu que le dispositif existait. "Comme les formations sont payantes, nous compensons les montants pour les kinés qui s'engagent à exercer un temps dans le public après leurs études." Un nouveau mode d'attribution de l'indemnité versée aux employeurs d'apprentis pour qu'elle soit versée à l'issue d'une année de formation "pour éviter les effets d'aubaine de patrons qui touchaient l'aide sans garder l'apprenti jusqu'à la fin".

D'autres dossiers de formation essentiels ont aussi été soumis au vote comme le soutien financier en direction des universités pour le Diplôme d'accès aux études universitaires



Cette séance, commencée par de longs et parfois houleux débats de politique générale pour évoquer les élections présidentielle et législatives, s'est prolongée sur des dossiers essentiels. / PH. RÉGIS CINTAS-FLORES

(DAEU) qui permet de reprendre des études. Ou la convention-cadre de partenariat jusqu'en 2015 avec le conservatoire national des Arts et Métiers.

## Environnement

Avec des dossiers lourds sur le transport, portant notamment sur le crédit-bail pour financer les nouvelles rames TER, cette assemblée plénière s'est penchée sur des dossiers d'environnement comme le projet de charte et de statuts pour le futur parc régional des Baronnies Provençales, à cheval sur notre région et Rhône-Alpes, derrière le Ventoux. Ou enfin la création d'une "forêt modèle de Provence" sur quelque 189 000 hectares avec une même politique sur quatre massifs : l'étoile, le Garlaban, les Maures et la Sainte-Baume.

Philippe LARUE

plarue@laprovence-presse.fr

## Le FN traite Vauzelle de "dictateur"

À l'ouverture de la session plénière du Conseil régional, un échange verbal musclé s'est déroulé entre le président PS Michel Vauzelle et les élus FN. Le président du Conseil régional a longuement évoqué le nouveau contexte politique et la manière dont certaines cartes avaient été rebattues, nécessitant une mobilisation républicaine.

En évoquant son élection dans la circonscription d'Arles, il a fustigé le rapprochement effectif entre "une certaine droite et le FN avec ses idées extrémistes". Il a lancé un pique à "Mme Le Pen qui rencontre des néo-nazis à Vienne". Des bancs du FN sont alors montés des cris. "Comique, honte à vous", a notamment lancé Jean-Marie Le Pen. "Votre discours est pitoyable", a dit dans une intervention l'élu varois FN Frédéric Boccaletti en le traitant de dictateur, en réclamant une "réelle démocratie dans l'hémicycle" avant de faire mine de sortir. Il lui a reproché de ne pas avoir fait de minute de silence pour les deux gendarmes tués à Collobrières. Après l'incident avec le FN, Bernard Deflesselles, pour le groupe de droite à La Région, a demandé au président Michel Vauzelle "plus d'humilité" et de ne pas transposer dans le Conseil régional les débats nationaux. Michel Vauzelle l'a "remercié de sa constance à réclamer cette nécessaire humilité". Enfin, l'élu niçois de droite, Pierre-Paul Léonelli, évoquant une gestion de "prince autiste et aveugle", a dénoncé la baisse de 50% de la subvention au Comité régional du tourisme Côte d'Azur Riviera spécifique aux Alpes-Maritimes, "alors que le département pèse 40% de l'activité touristique de la Région". Michel Vauzelle a demandé que le rapport soit retiré du vote pour être réexaminé.